

“Une vieille proximité, un nouveau pont. La Roumanie et l'Europe” - Conférence prononcée au “The Bridge Forum Dialogue” par Monsieur Adrian Nastase, Premier ministre de Roumanie, sur le thème “La Roumanie et l'Union Européenne” – le 8 octobre 2003

C'est un privilège et un grand plaisir de me retrouver aujourd'hui parmi vous. Je tiens dès le début à remercier la prestigieuse association « The Bridge Forum Dialogue » pour l'occasion de partager nos idées sur la place de la Roumanie dans la future architecture européenne.

Je suis particulièrement heureux que ce débat ait lieu à Luxembourg, un véritable point de rencontres des spiritualités européennes, pays europolitain, la patrie de Pierre Werner, grand promoteur du projet européen. Et où ailleurs qu'au Luxembourg, au cœur de l'Europe, rêver de l'Europe.

Mesdames et Messieurs,

Une Europe puissante et ambitieuse pour le XXI^{ème} siècle, c'est la vision de la Roumanie sur l'avenir de notre continent. L'Union à laquelle la Roumanie souhaite se joindre, l'Union dont nous souhaitons partager les responsabilités serait forte et sûre, oeuvrant pour l'intérêt de ses citoyens, de ses voisins et du reste du monde.

Je crois dans le pouvoir de l'Europe élargie. Quand l'Union européenne aura achevé, en 2007, son cinquième élargissement et que la Roumanie deviendra membre à part entière de l'Union, je suis persuadé que nous aurons accompli un premier cercle vertueux de progrès et de réunification.

Si je devais proposer une devise pour l'actuel processus d'élargissement, ce serait « 27 en 2007 ». Permettez-moi de m'expliquer:

En 2007, de nouveaux pas seront faits dans l'accomplissement d'une communauté de destin, capable d'agir d'une manière cohérente, dans l'application de ses politiques intérieures et de se manifester comme un acteur respecté sur le plan international. Renforcée par sa méthode démocratique de gouvernance et par le consensus autour de son modèle social, consacrés dans une nouvelle Constitution de l'Union, l'Europe saura trouver une source nouvelle de vitalité de son élargissement.

La plus marquante source de vitalité de l'Union future ne viendra pas seulement du succès de son marché unique et de sa croissance. Ma conviction est que l'Europe va puiser son élan dans l'enthousiasme de ses nouveaux citoyens. Pour les Roumains, l'Europe signifie démocratie, modernité et progrès. C'est une immense ressource de confiance que nous apporterons à l'Union.

Du point de vue économique, des études ont démontré que l'élargissement serait un élément-clé de la croissance durable en Europe, comme le réclament les décisions de Lisbonne, de Stockholm et de Barcelone.

A titre d'exemple, la Roumanie et la Bulgarie auront agrandi le Marché unique en 2007 avec à peu près un tiers de la population de tous les 12 Etats candidats. A ce moment-là, l'Europe unie aura une population qui approchera un demi-milliard de citoyens, deux fois plus nombreux que les Etats-Unis et 4 fois plus nombreux que le Japon.

Elle représentera le plus grand marché unique du monde développé. On s'attend à la création de 300.000 nouveaux emplois dans les actuels Etats membres et jusqu'à 2 millions, dans les pays candidats. Cela constitue également une assurance pour la stabilisation du marché du travail dans les pays candidats.

Je voudrais insister là-dessus sur l'aspect suivant : il n'y a rien à craindre d'une arrivée massive des travailleurs de l'Est. L'économie roumaine, par exemple, a enregistré une croissance constante les dernières années qui tend à se stabiliser autour de 5%. Je suis persuadé que la main d'œuvre des futurs Etats membres sera de plus en plus demandée dans les pays d'origine.

Ayant démontré des progrès durables, la Roumanie espère obtenir la confirmation de la viabilité de son économie dans le Rapport régulier de cette année de la Commission. Le statut d'économie de marché viable constituerait tant une reconnaissance du bon parcours économique de la Roumanie, qu'un stimulant pour franchir les dernières étapes du processus de négociation d'adhésion.

Nous nous sommes félicités des Conclusions très positives à notre égard du Conseil européen de Thessalonique, qui prévoit la clôture des négociations en 2004, avec l'actuelle Commission européenne. Notre objectif stratégique est de voir la Roumanie, en 2007, saluée dans toutes les 21 langues européennes, en tant que membre de l'Union européenne.

Pour que cet objectif devienne réalité, la Roumanie est consciente qu'il faut accélérer le rythme des négociations d'adhésion. Jusqu'à présent, notre pays a ouvert tous les chapitres de négociation et en a finalisé 19. Notre objectif est de clôturer les chapitres techniques jusqu'au 1er mai 2004 et d'établir les conditions financières de notre adhésion jusqu'à la fin du mandat de l'actuel collège des commissaires européens.

En vérité, le paysage politique européen l'année prochaine sera très complexe avec l'adhésion formelle des 10 nouveaux Etats, la signature de la nouvelle Constitution de l'UE, les élections européennes, les discussions sur les perspectives financières d'après 2006... Tant de raisons pour nous mobiliser d'avantage afin de franchir la ligne d'arrivée du processus de négociation.

Ce déroulement permettra la signature du Traité d'adhésion pendant le premier semestre de 2005 et nous sommes extrêmement heureux que cet événement ait lieu sous la Présidence luxembourgeoise. Nous nous sentons encouragés par le fait que le Grand-Duché ait inscrit déjà dans son agenda présidentiel ce moment.

Mesdames et Messieurs,

2004 représentera pour les Roumains la certitude de l'ancrage de notre pays à l'Occident. En mai prochain, la Roumanie deviendra formellement membre de l'Alliance nord-atlantique. Ce sera certes un accomplissement et un grand moment de joie, mais ce sera surtout une responsabilité importante, car, une fois dans l'Alliance, nous comptons promouvoir les vertus du Partenariat trans-atlantique.

L'adhésion à l'Union européenne sera pour la Roumanie le couronnement d'un processus d'harmonisation avec les règles et les valeurs communautaires. En même temps, nous sommes conscients et prêts à assumer les responsabilités qui sont les nôtres.

Nous considérons que la future politique de migration de l'UE devrait être efficace tout en

rester flexible. La lutte contre l'immigration clandestine ne devrait pas affecter la liberté de circulation des personnes et des travailleurs.

Pour la Roumanie, la responsabilité d'assumer le contrôle et la surveillance de sa frontière à l'Est, future frontière extérieure de l'Union, est l'une des priorités et un défi important. Dans ce sens, nous apprécions que, dans l'esprit de la solidarité, les meilleurs résultats réclament des responsabilités partagées.

La Roumanie se prépare également à conclure en 2004 un cycle électoral. Des élections locales, législatives et présidentielle seront tenues pour désigner les dirigeants qui vont faire entrer mon pays dans l'Union européenne.

Je tiens à dissiper à ce propos tout malentendu. Le Gouvernement est décidé à ne pas permettre que la campagne électorale qui approche ralentisse le rythme des préparations internes pour l'adhésion. L'enjeu dépasse largement les intérêts partisans des formations politiques.

Mesdames et Messieurs,

Que signifie l'Europe pour la Roumanie ? Et pour quelle raison sommes-nous déterminés et méritons-nous de nous retrouver parmi ses membres ?

Premièrement, parce que nous associons l'Europe à un système de valeurs. Appartenir à l'Europe signifie appartenir à un espace multiculturel respectueux de la diversité, fondé sur des droits et libertés fondamentales, sur la démocratie et l'Etat de droit.

Nous avons connu – hélas – de par notre passé récent, ce que signifie le manque ou le bafouillage de ces valeurs et nous souhaitons, fortement, que cette situation ne se répète jamais et dans aucun autre pays. C'est pour cela que la Roumanie, en tant que futur membre de l'Union européenne, se propose d'être l'un des plus fervents défenseurs de ces principes.

Deuxièmement, l'adhésion à l'Union européenne représente une option politique défendue par les dirigeants et par la société roumaine entière. Il n'y a pas d'alternative au parcours européen de mon pays !

Troisièmement, l'élargissement est une opportunité historique pour l'Europe et pour la Roumanie. C'est pour la première fois dans notre histoire que les Roumains peuvent choisir librement d'appartenir à une communauté avec laquelle ils se sentent solidaires. La soif d'Europe des Roumains va de pair avec l'esprit d'ouverture sur laquelle s'appuie la construction européenne.

Nous partageons un avenir commun et je suis intimement convaincu que toute décision sur l'avenir de l'Union est la responsabilité de tous, que se soit les actuels pays membres, les pays adhérents et les pays candidats.

La Conférence intergouvernementale qui vient de commencer à Rome aboutira – on l'espère – à doter l'Union européenne, pour la première fois dans l'histoire du processus d'intégration, d'une Constitution qui sera un pas décisif vers une vraie identité européenne.

La Roumanie entend s'impliquer activement, en tant que participant direct aux discussions

dans le sein de la CIG. Nous avons salué le travail exemplaire fait par la Convention et nous estimons que le compromis délicat obtenu après 16 mois de débat démocratique reflète avec réalisme le stade des attentes des parlementaires nationaux, des parlementaires européens et des Etats.

Les propositions incluent dans le projet de Constitution correspondent à la vision roumaine sur l'évolution future de l'Union européenne. Un grand nombre de nos contributions se retrouvent dans ce projet.

Le résultat est vraiment remarquable. Nous avons réussi des pas vers la simplification de l'architecture des Traités, nous avons doté l'Union d'une personnalité juridique explicite, nous avons clarifié les compétences de la Communauté et des Etats membres, simplifié les procédures et les instruments, renforcé la participation des Parlements nationaux aux affaires européennes et œuvré afin d'approcher davantage le citoyen de l'Europe.

Néanmoins, il reste du pain sur la planche. Sans que la CIG se propose de rouvrir des négociations laborieuses, il y a encore des éléments d'ambiguïté qu'il nous incombe d'éclaircir. Je pense particulièrement aux compétences du ministre des affaires étrangères de l'Union européenne, une idée ambitieuse que nous soutenons, à la composition de la Commission européenne, à la modalité d'organiser la présidence rotative du Conseil de ministres, à la distribution des pouvoirs du Président élu du Conseil européen et du président de la Commission.

Le début de la CIG est tout à fait encourageant. Nous avons pu constater la détermination d'avancer aussi rapidement que possible pour dégager un consensus que nous espérons atteindre avant la fin de l'année.

Je suis heureux de constater que le Grand-Duché et la Roumanie partagent la même vision et approche sur l'avenir de l'Union. Nous sommes attachés au principe d'égalité entre les Etats membres, d'équilibre entre les institutions et de fonctionnement efficace et transparent de l'Union.

Le 19 octobre prochain les Roumains sont appelés à approuver par référendum une nouvelle Constitution, qui représente la clef de voûte des réformes politiques requises par l'intégration. Leur vote pour la nouvelle Constitution sera un vote pour la nouvelle Europe.

J'aimerais conclure mon exposé en évoquant un illustre compatriote, Nicolae Titulescu, diplomate et homme d'Etat, qui disait en 1929 :

« J'ai toujours eu une profonde sympathie pour les idéalistes, parce que je suis prêt à reconnaître que dans leurs formules généreuses peut se refléter la réalité de demain, vers laquelle nous nous acheminons plus ou moins consciemment. A une époque où le mouvement est tellement imperceptible que l'on a l'impression de vivre en statique, les idéalistes ne courent qu'un risque : celui de se voir approuvés ou combattus par les idées qu'ils émettent. A une époque où on a la sensation nette de vivre en dynamique, les idéalistes courent cependant un risque supplémentaire : celui d'être questionnés aussi bien sur la possibilité pratique d'application de leurs formules que sur les méthodes par lesquelles ils entendent les mettre en œuvre ».

Je vous invite tous, Mesdames et Messieurs, à être idéalistes et à rêver de l'Europe et peut-être la génération actuelle des dirigeants européens bâtira avec succès l'Union de demain.

Je vous remercie.

